

## Prises d'intérêts et réseau d'influence sous l'Occupation

**Pour toute référence à ce texte, merci de préciser :** Laurent Dingli, « Prises d'intérêts et réseau d'influence sous l'Occupation », *laurentdingli.com*, février 2017. Mise en ligne 22 février 2017. Dernière mise à jour : 26 mai 2017.

A l'automne 1944, alors qu'il était poursuivi pour collaboration, François Dupré, P-DG de l'hôtel George-V, livra aux enquêteurs une information capitale. Afin de prouver la pureté de ses intentions, il révéla qu'au début de l'année 1941, il avait organisé une rencontre entre un Allemand, Alexander Kreuter, et un avocat américain, Charles C. Parlin, « proche du président Roosevelt ». L'entrevue aurait eu lieu dans les salons de l'hôtel George-V, en plein Paris occupé, alors que les Etats-Unis et l'Allemagne n'étaient pas en guerre. La rencontre aurait eu pour but de préserver les intérêts des futurs Alliés. Un Américain naturalisé français, Henry Seymour Weller, se portait garant des affirmations de Dupré. D'après son témoignage, Kreuter et son associé Röchling auraient été abattus par la Gestapo après l'attentat manqué contre Hitler, le 20 juillet 1944, ce qui allait se révéler inexact. Weller prétendait en outre que Kreuter avait injecté 400 MF dans des entreprises françaises afin de détourner ces fonds de l'économie de guerre allemande<sup>1</sup>.

Disons-le tout de suite : cette version des faits, très peu convaincante, est infirmée par l'examen des sources. Loin d'avoir organisé une quelconque « résistance » financière, le *geheimrat* (conseiller privé) Alexander Kreuter participa au contraire à la mainmise nazie sur l'économie française.

Le dossier d'épuration de François Dupré fut le point de départ d'une vaste recherche qui allait nous permettre de mieux cerner le système mis en place par Kreuter sous l'Occupation. Les sources traitant de ce sujet sont abondantes et, pour l'essentiel, inédites. La découverte de ces documents soulève la question du financement des prises d'intérêt allemandes dans l'économie de l'Europe occupée, question indissociable de la

---

<sup>1</sup>. Archives de Paris (ADP) 102 W 80 et Ministère public c/Dupré. AN Z 6NL 104. Je remercie Gilles Morin et Philippe Verheyde d'avoir eu la gentillesse de relire ce texte ainsi que Jacky Ehrhardt pour ses traductions des documents allemands. Je remercie également Pascal Rimbault des Archives nationales pour l'aide constante qu'il m'apporte dans mes recherches depuis plusieurs années ainsi que Vincent Tuchais des Archives de Paris, le capitaine Ciane du Dépôt central des archives de la Justice militaire et Anne Brunterc'h des archives du Crédit Agricole/LCL.

spoliation des Juifs –, les mesures antisémites, économiques et militaires formant un tout dans la vision du monde nationale-socialiste. Enfin, nous serons amenés à nous interroger sur les relations nouées entre les milieux d'affaires américains et l'Allemagne nazie avant, pendant et après de la Seconde Guerre mondiale.

### *Une mystérieuse négociation*

Weller, Parlin, Kreuter..., qui étaient réellement les protagonistes de cette mystérieuse rencontre ?

Henry Seymour Weller est né à Milwaukee dans l'Etat du Wisconsin, le 22 juillet 1893, fils de Henry Seymour et de Pearl Davis. Envoyé très tôt dans un internat de Genève, formé au Haverford College puis à l'Université de Stanford, il se rendit pour la première fois en France, le 4 juillet 1917, comme engagé volontaire dans l'*American Field Service*, organisation qui recrutait des combattants parmi les étudiants américains. Officiellement démobilisé le 25 juillet 1919, titulaire de la Croix de guerre, il fut employé dans la succursale de Chicago de la banque new-yorkaise Dillon, Read & Co, dont son oncle par alliance, Clarence Dillon, était le dirigeant<sup>2</sup>.

Dillon & Read, c'était le dernier né du capitalisme financier américain, un enfant dont l'appétit d'ogre avait été stimulé par la situation catastrophique de l'Europe, sortie exsangue et endettée de la Grande Guerre. Dillon & Read, ce fut aussi l'un des multiples rouages qui fit vaciller Wall Street et précipita le monde dans une crise économique sans précédent. Dillon & Read, ce fut enfin, pendant le second conflit mondial, puis la Guerre froide, un Etat au sein même du plus puissant Etat de la planète.

A l'origine de cette réussite exceptionnelle : Clarence Dillon. « *C'est un joli garçon, brun avec de beaux yeux et pas du tout la mâchoire carrée de l'homme d'affaires* », s'amusa Louis Thomas dans *L'Intransigeant*, en octobre 1926, alors que toute la Presse française glosait sur l'installation imminente de la banque américaine en Europe<sup>3</sup>.

La maison William H. Read, créée en 1905, était encore un établissement d'envergure moyenne quand son fondateur croisa la route de Clarence Dillon. Né en

---

<sup>2</sup>. *Biographical Catalog of the Matriculates of Haverford College, 1833-1922*, Philadelphia, Pennsylvania, USA, 1922, p. 668 ; *The Stanford Alumni Directory, 1921*, Stanford Alumni Association, p. 531 et Préfecture de Police. Direction des Renseignements généraux. AS de M. Henry Seymour Weller, candidat à la Légion d'Honneur, 11 juillet 1937. APP 1 W 1288 et AN 19850675/3 dossier 220 – Dillon & Read.

<sup>3</sup>. L. Thomas, « Le comingman de la finance américaine », *L'Intransigeant* du 30 octobre 1926.

1882 à San Antonio au Texas, Dillon était issu d'une famille de commerçant relativement aisés. Diplômé de Harvard en 1905, employé de la compagnie du gaz de Milwaukee, il s'était marié puis avait passé deux ans en Europe avec l'intention d'étudier les Beaux-Arts. Mais ce fut pour les affaires qu'il montra rapidement de remarquables dispositions. Avec son beau-frère Douglas, il fonda la *Milwaukee Machine Tool Company*, entreprise rapidement menée à la prospérité puis revendue à des conditions avantageuses<sup>4</sup>. En 1913, de passage à New-York pour placer son argent, il croisa fortuitement un ancien condisciple qui le présenta à son employeur, le banquier William Read. En quelques années seulement, Dillon s'imposa comme l'un des associés de l'affaire dont il prit la direction après de la mort de Read, en 1921. Dès lors, la société, rebaptisée *Dillon, Read & Co*, connut un développement spectaculaire.

La banque profita en effet du contexte de la crise financière de 1920 pour asseoir sa puissance. Premier coup de maître : elle renfloua la société Goodyear pour 100 millions de dollars à un moment où les capitaux hésitaient à investir. Forte de son succès, elle plaça sur le marché américain les obligations d'une société d'électricité japonaise, prit le contrôle de l'*Union Oil Company*, assura le sauvetage des automobiles Dodge, finança plusieurs Etats souverains ainsi que des municipalités : 50 millions de dollars pour le Brésil en 1921, 150 millions de florins pour la Hollande l'année suivante, 30 millions de dollars pour la ville de Milan... Dillon Read venait de poser son regard d'aigle sur l'Europe, investissant en Pologne, en France, en Italie et, surtout, en Allemagne. Ses dollars permirent de relancer l'industrie lourde de l'ancien Reich, notamment les géants Siemens et Thyssen. Dillon Read acquit en outre un part notable de l'héritage du magnat de l'acier Hugo Stinnes dont l'empire était en liquidation<sup>5</sup>. C'est pour cette raison, qu'après la Seconde Guerre mondiale, et sans craindre l'anachronisme, le PCF dénonça la banque américaine comme étant responsable du réarmement allemand. Il est vrai que Dillon & Read se garda bien de rompre, après 1933, ses liens avec les industriels allemands. Fritz Thyssen avait d'ailleurs largement contribué au financement du NSDAP avant l'accession au pouvoir d'Hitler. Il faut préciser que dans les années vingt, Dillon & Read proposa un prêt de 25 millions de dollars à la jeune Union soviétique en échange du droit d'exploiter la mine de potasse de

---

<sup>4</sup>. *Ibid.* et l'excellent article de Paul Lévy, « M. William Draper et la banque Dillon Read », *Aux écoutes de la finance*, 21 février 1952. AN 19850675/3 dossier 220 - Dillon & Read.

<sup>5</sup>. Note de novembre 1926. *Ibid.*

Solikamsk<sup>6</sup>. L'intérêt financier l'emportait alors nettement sur les choix idéologiques contrairement à ce qui serait de règle pendant la Guerre froide.

Quoi qu'il en soit, Dillon & Read s'était imposé en moins de cinq ans comme l'une des premières banques d'investissement au monde, devançant les Rothschild sur le marché sud-américain, rivalisant avec la toute puissante Morgan en Europe. Entre 1921 et 1926, la société vendit au public américain des émissions nouvelles de valeurs pour un montant d'environ deux milliards de dollars. Suivant la déclaration faite par Clarence Dillon lui-même devant la commission des Finances du sénat français en 1932, sa banque avait déjà émis à cette date 252 millions de dollars d'obligation uniquement pour l'Allemagne<sup>7</sup>.

Afin de mieux suivre les affaires européennes, la firme new-yorkaise fonda en janvier 1928 une société anonyme, *The Dillon Read Corporation*, dont le siège était à Hartford dans le Connecticut et qui fut dotée d'un capital de 250 000 dollars<sup>8</sup>. En fait, dès juillet 1926, Henry Seymour Weller se rendit à Paris en compagnie du vice-président de la banque, William M. L. Fiske<sup>9</sup>. Il ne s'agissait pas de traiter dans l'immédiat des affaires mais de tâter le terrain au cas où le Parlement français ratifierait les accords de Washington sur la dette. Le représentant de la banque pour l'Europe était le colonel James A. Logan, ex-délégué officieux des Etats-Unis à la Commission des réparations, ce qui en dit long sur l'intrication des intérêts politiques et financiers. Clarence Dillon avait choisi Logan parce que celui-ci avait noué d'importantes relations sur le vieux continent et parce qu'il savait que les Européens se méfieraient davantage d'un banquier<sup>10</sup>. L'agence française fut officiellement fondée le 12 janvier 1928 au 39 de la rue Cambon, non loin du lieu où, cinq ans plus tard, seraient inaugurés les locaux de la Chancellerie américaine –, la proximité entre le pouvoir politique et la haute finance s'inscrivant jusque dans l'espace du pays d'accueil. Aussitôt, l'intervention de Dillon & Read se révéla

---

<sup>6</sup>. AS de la Banque Dillon-Read Cie et les affaires russes, 16 juillet 1927. AN 19850675/3 dossier 220 – Dillon & Read.

<sup>7</sup>. Coupure de presse (titre illisible), 6 janvier 1932. *Ibid.*

<sup>8</sup>. AS de la Banque Dillon-Read Corporation, 28 septembre 1928. AN 19850675/3 dossier 220 – Dillon & Read.

<sup>9</sup>. Commercial West, volume 50, p. 5. Voir Justia US Law – U.S. Court of Appeals for the Seventh Circuit – Commissionnal of internal revenue v. Fiske's Estate, 128 F.2d 487 (7th Cir. 1942), May 23, 1942 et *Ibid.*

<sup>10</sup>. R. C. PEREZ, E. F. WILLET, *Clarence Dillon, A Wall Street Enigma*, Lanham, New York, London, Madison Books, 1995, p. 68. Voir aussi AS de la présence d'observateur de banques américaines à Paris, 13 octobre 1926 et Note du 16 juillet 1927. AN 19850675/3 dossier 220 – Dillon & Read.

décisive, permettant entre autres d'introduire les titres d'une grande entreprise de la chimie française, Kuhlmann, sur les places de New York, d'Amsterdam et de Genève<sup>11</sup>.

Au plan technique, Dillon, Read & Co n'était pas une banque privée. Contrairement à des établissements tels que J.-P. Morgan & Co, elle limitait ses activités aux opérations d'investissement bancaires et n'assurait pas les fonctions d'une banque commerciale (surtout à partir de 1927)<sup>12</sup>. Clarence Dillon fut entendu par la commission sénatoriale américaine chargé d'enquêter sur le crash de 1929. A cette occasion, ce n'est que sur les demandes pressantes du sénateur Couzens qu'il accepta de donner le nombre d'actions approximatif dont il était le détenteur majoritaire<sup>13</sup>. La commission révéla que la société avait créé deux trusts d'investissements, *The United States and Foreign Securities Corporation*, en 1924, et *The United States and International Securities Corporation*, quatre ans plus tard. Le premier, doté d'un capital de 30 millions de dollars, avait théoriquement pour objectif de financer des entreprises de l'industrie, du transport et des mines, essentiellement à l'étranger. En fait, il s'agissait en grande partie d'un montage qui servit à financer le second de ces deux trusts d'investissement avec des fonds qui auraient dû être reversés comme dividendes aux actionnaires du premier ! Lors d'une seconde audition, le juge et avocat Ferdinand Pecora, qui dirigeait le comité d'enquête sénatorial, résuma le bénéfice de ces transactions : pour une dépense initiale de 5, 1 millions de dollars, Dillon, Read & Co avait acquis deux fonds de placement dont les actifs s'élevaient à la bagatelle de 90 millions de dollars !

L'énorme fortune de Clarence Dillon lui permit, entre autres, d'investir en France. Il fit ainsi l'acquisition du Château Haut-Brion, le 13 mai 1935, et son neveu, Henry S. Weller fut nommé la même année président de la société vinicole qui en gérait l'exploitation. Weller, qui était alors domicilié rue de Longchamp à Neuilly, gérait aussi l'agence londonienne. Le 23 août 1939, il présida au 6 Austin Friars, à Londres, une assemblée extraordinaire de la succursale britannique au cours de laquelle la résolution fut prise de mettre volontairement la société bancaire en liquidation afin de la recréer, H.S. Weller étant lui-même désigné comme liquidateur<sup>14</sup>. On peut s'interroger sur les

---

<sup>11</sup>. A.S. de Kuhlmann, 28 janvier 1928. *Ibid.*

<sup>12</sup>. The Pecora Investigation. Stock exchange practices and the causes of the 1929 Wall Street crash, U.S. Senate Committee on Banking and Currency, Cosimo Reports, New-York, 2010, p. 224.

<sup>13</sup>. T. HOOPES, D. BRINKLEY, *Driven Patriot: The Life and Times of James Forrestal*, Naval Institute Press, Annapolis, Maryland, 1992.

<sup>14</sup>. *The London Gazette*, 8 septembre 1939. Recueil, p. 6145. [www.thegazette.co.uk](http://www.thegazette.co.uk)

motivations qui conduisirent à ce remaniement, quelques jours seulement avant le début de la guerre.

Quant au rôle exact joué par l'émissaire présumé de Roosevelt en 1941, il demeure assez opaque.

Interlocuteur de l'Allemand Kreuter au George-V, Charles Coolidge Parlin est connu aux Etats-Unis pour être le premier concepteur du marketing moderne. Né à Wausau dans le Wisconsin en 1898, diplômé en Economie (Université de Pennsylvanie, 1919) et en Droit (Harvard, 1922), il dirigea la division « Recherche commerciale » créée en 1911 au sein de la *Curtis Publishing Company*, un groupe d'édition qui publiait des journaux comme le *Saturday Evening Post*. Parlin mit au point des méthodes statistiques permettant d'évaluer les attentes des consommateurs et d'y adapter ainsi la publicité des entreprises. C'est lui qui effectua la première étude de marché aux Etats-Unis. Avant la Seconde guerre mondiale, ses recherches portaient sur le marché automobile, les produits alimentaires, les grands magasins...<sup>15</sup> Après l'obtention de son diplôme de Droit à Harvard, il exerça ensuite le métier d'avocat d'affaires au sein de *Wright, Gordon, Zacchry & Parlin* dont le siège était 63, Wall Street, mais aussi pour la société *Shearman, Sterling & Wright* et enfin, pour le compte de Clarence Dillon. Charles Parlin joua enfin un rôle de premier plan au sein de l'Eglise méthodiste américaine.

Quel était l'objet de sa mission ? L'avocat d'affaires faisait partie du conseil d'administration de la *US & Foreign Securities Corporation*, l'un des deux fonds de placement de Dillon & Read épinglés par la commission Pecora<sup>16</sup>. Cette société avait créé une filiale en Europe avec des bureaux à Berlin et à Paris qui avaient dû interrompre leur activité en raison de la guerre. Or la loi américaine venait d'accorder aux entreprises le droit de prendre en compte leurs pertes fiscales dans les zones touchées par le conflit. La *US Foreign Securities* voulut en profiter pour se débarrasser de sa filiale européenne mais, d'après Parlin, les dirigeants allemands demandèrent à la maison-mère de leur revendre la société plutôt que de la liquider. C'est pour cette raison que le voyage de l'hiver 1940-1941 fut organisé<sup>17</sup>.

---

<sup>15</sup>. Alfred E. Clark , « Charles C. Parlin, led a church unit », *The New York Times*, 16 novembre 1981 ; Curtis Publishing Company Records Ms Coll. 51. Penn Libraries – University of Pennsylvania.

<sup>16</sup>. *The Pecora Investigation, op. cit.*, pp. 334-340.

<sup>17</sup>. Toutes les informations sur le voyage de l'hiver 1940 sont tirées de l'enregistrement sonore de Charles C. Parlin s.d. et de J. & B. Parlin, *Incidents in the Lives of Charles Coolidge Parlin and Daisy Blackwood Parlin and their descendants*, vol. 3, pp. 69-88, texte familial imprimé dont la rédaction a débuté en 1932. Je remercie M. Blackwood Parlin et son épouse Joan pour l'envoi de ces documents exceptionnels. Toutes les recherches que j'ai menées dans les archives américaines à ce sujet sont restées vaines. Je tiens à

Craignant d'enfreindre le *Neutrality Act*, Parlin se rendit au préalable à la Maison Blanche où il rencontra le sous-secrétaire d'Etat Summer Wells puis l'amiral Leahy, qui venait d'être nommé ambassadeur des Etats-Unis à Vichy, ainsi que le secrétaire d'Etat Cordell Hull. Selon Parlin, le président Roosevelt était favorable à son voyage car il souhaitait obtenir des informations sur les liens financiers tissés entre Berlin, Vichy et la France occupée.

Parlin arriva à Lisbonne le 24 décembre 1940 ; de là, il se rendit à Vichy puis à Paris où il fut accueilli par Henry S. Weller. Le soir de la Saint-Sylvestre, il dîna chez Prunier avec l'homme qui avait organisé sa venue en France : Alexander Kreuter.

Parlin connaissait bien le financier allemand avec lequel il avait travaillé après la Grande Guerre. Il avait même rendu service à Kreuter lorsque celui-ci avait eu des ennuis avec la Gestapo, en 1937, non pas pour de prétendues activités antinazies, mais parce qu'il avait enfreint la législation du Reich sur la sortie de devises. La Gestapo découvrit à cette occasion que Kreuter possédait des « comptes secrets » chez Dillon & Read.

En janvier 1941, l'avocat américain dut prolonger son voyage à Berlin afin de régler la vente de la filiale new-yorkaise. Il installa son bureau dans les locaux de la *Deutsche Kreditsicherung KG*. Ce fonds d'investissement, dirigé par Kreuter et son associé Udo Böszörmény, avait été créé dans les années vingt grâce à des investisseurs américains par le biais de Dillon & Read.

Le monde des affaires germano-américain était un cénacle dont les membres cultivaient depuis longtemps de bonnes relations. Parlin profita de son séjour à Berlin pour dîner avec le directeur de Siemens & Halske et August Diehn, directeur général du syndicat allemand de la potasse, qui avait été l'un des financiers du NSDAP avant 1933.

La filiale américaine du fonds de placement de Dillon & Read fut revendue aux Allemands en janvier 1941, la transaction ayant été menée grâce au Dr Kreuter.

Qui était donc ce personnage incontournable que François Dupré présenta dès l'Occupation comme un « agent de l'Amérique » ?

## Le système Kreuter

### *La Tredefina*

Alexander Kreuter est né à Spire dans l'actuel land de Rhénanie-Palatinat, le 29 novembre 1886. Après avoir suivi les cours du lycée Maximilian de Munich, il étudia le Droit et les Sciences politiques à l'université de la ville et soutint sa thèse de Doctorat sous la direction de l'économiste Walther Lotz (1865-1941). Commissaire de la province de Louvain dans la Belgique occupée par le Reich pendant la Grande Guerre, il devint, après la défaite, rapporteur près la commission d'armistice et la délégation pour le traité de paix de Versailles. Kreuter s'illustra surtout comme l'un des principaux artisans de l'accord germano-hollandais du 11 mai 1920. A cette époque, l'industrie des Pays-Bas, comme le reste de l'Europe, était gravement touchée par la pénurie de charbon –, la consommation nationale ayant chuté de 7 millions de tonnes avant-guerre à une seule tonne en 1919. De leur côté, les Allemands, producteurs de charbon, avaient besoin de financer la reconstruction de leur industrie. Suivant les clauses de cet accord, le gouvernement des Pays-Bas accordait un crédit de 200 millions de florins à l'Allemagne à un intérêt de 6 %, dont 60 millions pour l'importation de produits alimentaires hollandais en échange de charbon et 140 millions destinés à l'achat de matières premières par l'industrie allemande sur le marché mondial<sup>18</sup>. C'est pour gérer le second volet de ce crédit annuel que fut créée en 1921 la *Treuhandverwaltung für das deutsch-niederländische Finanzabkommen G.m.b.H* (l'Administration fiduciaire de l'accord financier germano-néerlandais), plus connue sous l'abréviation de Tredefina. Alexander Kreuter en fut le concepteur et le dirigeant<sup>19</sup>. Il participa ainsi au financement de l'industrie allemande au même titre que Dillon & Read.

C'est d'ailleurs à New York, en 1922, alors qu'il représentait la banque Mendelssohn de Berlin, que le financier allemand fit la connaissance de Weller<sup>20</sup>. Sans

---

<sup>18</sup>. J. EUWE, *Dutch-German relations after the Great War. Interwoven economies and political détente, 1918-1933*, Erasmus Universiteit, Rotterdam (thèse de Doctorat non publiée), 2012, pp. 111-112.

<sup>19</sup>. Comisararis der nederlandsche regeerung voor het nederlandsch-duitsche credietverdag, à M. le conseiller privé Dr Alexander Kreuter, 21 janvier 1943, signé De Wries. ADP 1632 W 762 Tredefina.

<sup>20</sup>. Déposition de Henry S. Weller, 11 décembre 1947. Ministère public c/Maurice Devies. AN Z 6NL 574 dossier 14186 f° 32. On trouvera une copie de ces dépositions dans Ministère public c/x (Société de crédit et d'investissement). AN Z 6 NL 174 dossier 4175 f° 714.



pour autant quitter ses fonctions d'administrateur de la Tredefina, il devint dès lors « l'agent dévoué » de Dillon & Read en Europe centrale<sup>21</sup>.

Le crédit hollandais constitua une manne pour l'industrie du III<sup>ème</sup> Reich même si le Dr Hirschfeld<sup>22</sup>, représentant des Pays-Bas auprès de la Tredefina, tenta d'en relativiser l'apport après la Libération, affirmant que les fonds ne furent pas entièrement utilisés en 1938 et 1939 et qu'ils ne dépassèrent pas les 100 millions de florins annuels<sup>23</sup>. Pendant la drôle de guerre, la Tredefina permit en outre de contourner le blocus britannique avec la complicité des Pays-Bas et de l'URSS dans le cadre du pacte germano-soviétique. A l'automne 1939, lors d'une conversation avec Emil Wiehl, directeur à la section économique du ministère allemand des Affaires étrangères, le Dr Hirschfeld déclara que le gouvernement hollandais souhaitait que l'Allemagne poursuivît ses importations depuis les Indes néerlandaises « à une échelle aussi importante que possible », Amsterdam allant jusqu'à encourager le fret via le Transsibérien. Le 18 octobre 1939, Kreuter rendit visite à Wiehl afin d'étudier la question. « Il a déclaré, rapporta Wiehl le jour même, que l'entreprise d'Arnold Otto Meyer (Hambourg) était très intéressée par ces transports. En raison du large réseau qu'elle entretient de longue date en Extrême-Orient, (cette société) était particulièrement adaptée pour organiser le camouflage nécessaire (...) »<sup>24</sup>. Le 23 janvier 1940, le consulat allemand de Batavia fut informé que les autorités consulaires soviétiques au Japon et en Mandchourie allaient fournir les papiers autorisant les expéditions vers le Reich.

Toujours en janvier 1940, le ministre des Affaires étrangères néerlandais, Eelco van Kleffens, assura Kreuter que le minerai suédois destiné à l'Allemagne continuait de parvenir sans difficulté dans le port de Rotterdam, l'opération étant facilitée par le maquillage cordial (*friendly shadowing*) opéré dans les eaux territoriales néerlandaises par la Marine des Pays-Bas<sup>25</sup>...

---

21. Ministère public c/Maurice Devies. AN Z 6NL 574 dossier 14186 f° 31.

22. Hans Max Hirschfeld fut notamment secrétaire général du ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Navigation des Pays-Bas, du 8 mai 1940 au 1er janvier 1947.

23. Déclaration – Traduit de l'Anglais. Dr Hirshfeld, 3 février 1948. Signé illisible – Directeur de la Chancellerie – Sceau de l'ambassade des Pays-Bas à Paris. AN Z 6 NL 174 dossier 4175 (SCI).

24. N° 274. Memorandum by the Director of the Economic Policy Department – confidential, Berlin, October 18, 1939 – The shipment of tin from the Netherlands Indies via the Siberian Railway. Documents on German foreign policy 1918-1945, pp. 314-315. NARA.

25. *Idem* pièce n° 536 du 13 janvier 1940, p. 663.

Au total, les investissements hollandais en Allemagne s'élevèrent, avant-guerre, à un total de 669 millions de dollars suivant l'estimation effectuée en 1949 par H. M. Hirschfeld<sup>26</sup>.

Un rapide coup d'œil à l'équipe dirigeante de la Tredefina donne une idée de l'importance de la société pour l'industrie allemande. Présidé par le conseiller d'Etat Friedrich Reinhart, président de la Chambre économique à Berlin et du comité d'organisation des banques privées, le conseil d'administration comprenait les Dr Hermann Bücher, P-DG de la très puissante AEG de Berlin ; Albert Vögler, président du CA de la *Vereinigte Stahlwerke AG* de Düsseldorf (le consortium du charbon et de l'acier créé en 1926 grâce aux finances de Dillon & Read) et Hermann Röchling, administrateur des usines Röchling de Völklingen qui fut également, administrateur-séquestre des usines de Meurthe-et-Moselle sud, membre du *Rüstungsrat* (Conseil de l'Armement) créé par Albert Speer en avril 1942 et, à partir de juin, Commissaire du Reich pour le fer et l'acier dans les territoires occupés<sup>27</sup>. Pour ceux qui entretenaient encore des doutes sur les buts de la Tredefina, une attestation délivrée en 1943 à Kreuter par le ministère de l'Economie du Reich spécifia que la société « *s'occupait de financements et de gestion de l'économie de guerre* »<sup>28</sup>.

### *Un cheval de Troie de l'économie allemande*

Une fois la France occupée, Kreuter vint s'installer au Ritz, place Vendôme, à Paris. Quelle était alors sa mission ? De quelle autorité dépendait-il exactement ? En 1946, les Américains découvrirent qu'il était inscrit comme membre actif de la SS. Kreuter prétendit que ses liens avec l'organisation étaient « *purement symboliques* » et avaient pour seul mobile « *des raisons d'affaires* »<sup>29</sup>. D'après Hans Martin Zeidler, qui fut

---

<sup>26</sup>. M. LAK, "How to get one's stuff back. Dutch government efforts to defend Dutch investments in Germany, 1945-1952", 14 th Annual Conference of the EBHA 2010 : « Business beyond the firm », *The center for Business History*, University of Glasgow, 28-08-2010.

<sup>27</sup>. « Note concernant la Treuhandverwaltung », s.d. signé Dr Kreuter. AN Z 6 NL 174 dossier 4175 (SCI). L'organigramme a déjà été publié par P. VERHEYDE, *Les mauvais comptes de Vichy. L'aryanisation des entreprises juives*, Paris, Perrin, 1999, p. 500 note 46. Sur Röchling : M. MANALE, « Hermann Röchling, un baron de fer allemand en Lorraine », *Les Temps Modernes*, 2014/3 n° 679, pp. 236-237.

<sup>28</sup>. AN Z 6 NL 174 dossier 4175 (SCI). Rapport Bieuville et Heusse, 31 juillet 1946, p. 16.

<sup>29</sup>. J. S. MARTIN, *All honorable men. The Story of the Men on Both Sides of the Atlantic Who Successfully thwarted plans to dismantle the Nazi Cartel System*, Little Brown, First Edition, Boston, 1950, rééd., Open Road Integrated Media, New York, 2016.

interrogé par les Américains après-guerre, Kreuter faisait partie de l'Amt VI, SD-Ausland, service de renseignement politique à l'étranger, dirigé par Walter Schellenberg<sup>30</sup>.

Ce qui est certain c'est que Kreuter voulait exploiter l'économie française afin d'alimenter la machine de guerre nazie. Pour atteindre cet objectif, il existait deux méthodes : ou bien se contenter de poursuivre le pillage initié dès juin 1940, ou bien lui donner une apparence de légalité, ce qui constituait une simple différence formelle. Alexander Kreuter était favorable à la seconde alternative. C'est ce qu'indique la déposition de Wilhelm Scheuermann, qui fut conseiller ministériel au sein du bureau « Economie et finance » du ministère Speer. Interrogé par les Américains en 1945 dans le cadre du projet « Safehaven », Scheuermann affirma que Kreuter était partisan d'une « exploitation de la richesse industrielle française, non pas par le biais d'une expropriation directe, mais plutôt par celui de la coopération »<sup>31</sup>. Scheuermann aurait pu ajouter que Kreuter n'était pas favorable à une expropriation directe, sauf en ce qui concerne les biens juifs, mais cela était trop évident pour qu'il eût besoin de le préciser.

L'aryanisation était en effet l'une des plus efficaces portes d'entrée au sein des économies de l'Europe occupée. Si Kreuter appartenant au camp des hauts responsables allemands favorables à la collaboration et à l'exploitation « en douceur » de l'économie française, comme Otto Abetz, Hans-Joachim Caesar, ou encore Elmar Michel dont il était l'ami intime –, il entretenait aussi d'excellentes relations avec le Dr Blanke, responsable de l'aryanisation des entreprises.

Première étape : obtenir les fonds. Kreuter eut véritablement les moyens de ses ambitions à partir de février 1941, date à laquelle un nouvel accord intervint entre les autorités néerlandaises et la Tredefina : 100 millions de RM prélevés sur l'actif hollandais du clearing, furent ainsi confiés comme crédit pour 12 ans à la Tredefina dont 80 millions de RM placés dans l'industrie allemande et 20 millions de RM convertis en 400 MF<sup>32</sup> destinés à des placements industriels et financiers en France.

Le système Kreuter ne fut pas mis en place d'emblée ; il succéda à plusieurs tentatives avortées comme celle concernant la Société des schistes bitumineux d'Autun,

---

<sup>30</sup>. F. CALVI ET M.-J. MASUROVSKY, *Le Festin du Reich. Le pillage de la France occupée*, Paris, Fayard, 2006, pp. 390-394. Malheureusement, je n'ai pu trouver le document cité en référence par ces auteurs. Je remercie Mme Cate Brennan de la NARA pour les recherches menées à ce sujet.

<sup>31</sup>. Headquarters Third United States Army (...) Interrogation Report n° 46. Source : Scheuermann, Wilhelm, 10 september 1945. NARA. Document aimablement communiqué par Daniel Catan.

<sup>32</sup>. Au cours imposé par les nazis pendant l'Occupation, soit 20 francs pour 1 RM.

entreprise dans laquelle Kreuter tenta d'investir 50 MF en 1941<sup>33</sup>. Le financier se heurtait à la fois aux réticences de certains chefs d'entreprise français, peu empressés de voir les Allemands s'emparer de leur patrimoine, et à l'obstruction de quelques représentants du gouvernement de Vichy, soucieux de préserver ce qui restait de la souveraineté nationale. Le ministre de la Production industrielle (MPI), Jean Bichelonne, s'opposa ainsi à toute participation de la Tredefina dans le capital des Galeries Lafayette.

Kreuter avait donc besoin d'un cheval de Troie pour pénétrer l'économie nationale, une société financière qui donnerait une base juridique française à ses prises de contrôle<sup>34</sup>. Sur les conseils de son ami Weller, Kreuter s'intéressa à la banque Seligmann avec laquelle Weller travaillait depuis 1926 : l'essentiel des actifs de cette société avait été repris en octobre 1940 par l'homme d'affaires Maurice Devies à la demande même de ses administrateurs juifs qui avaient anticipé la législation antisémite. Il s'agissait donc, probablement et bien que le cas soit très ambigu, d'une aryanisation de complaisance qui put passer avec succès le filtre de la surveillance allemande et du commissariat général aux questions juives (CGQJ)<sup>35</sup>. Maurice Devies et son associé François Gamberini, effrayés par l'ampleur de l'investissement déclinèrent l'offre de Kreuter. Ils firent toutefois l'acquisition d'une banque juive, la Société financière pour l'étranger (SFE) par le biais d'une de leur filiale aryanisée, l'Union financière de Paris. Après une augmentation de capital de 1 à 25 MF, et un changement de la raison sociale, la SFE devint la Société de crédit et d'investissements (SCI) contrôlée par la Tredefina. Associée à la banque Devies-Seligmann, la SCI fut véritablement l'outil de combat de Kreuter<sup>36</sup>.

La négociation fut conclue lors d'un entretien à l'hôtel Majestic, le 22 juillet 1942. L'abdication française était matériellement et symboliquement très grave car elle légalisait l'activité d'une entreprise ennemie grimée en société nationale. Afin de mieux vaincre les réticences de ses interlocuteurs français, Elmar Michel, chef de la division

---

<sup>33</sup>. A. LACROIX-RIZ, *Industriels et banquiers sous l'Occupation*, Paris, A. Colin, 1999, pp. 352-354.

<sup>34</sup>. P. VERHEYDE, *op. cit.*, pp. 146-147.

<sup>35</sup>. Ministère public c/Maurice Devies. AN Z 6NL 574 dossier 14186 f° 33-35 et 31. M. le secrétaire général Boué du CGQJ au délégué du MBF pour l'aryanisation de l'économie près le CGQJ, 27 décembre 1943. AN AJ 40 830. Seligmann & Cie au DSK, 13 décembre 1940. AN AJ 40 1081.

<sup>36</sup>. Les montages de Kreuter en France ont été abordés en 1999 par P. VERHEYDE, *op. cit.*, pp. 146-148, et A. LACROIX-RIZ, *op. cit.*, puis en 2006, par F. CALVI ET M. MASUROWSKY, *op. cit.* Ces derniers ne citent ni l'apport essentiel de P. Verheyde ni celui d'A. Lacroix-Riz qui ignore elle-même celui de ces trois auteurs dans sa réédition de 2013. Enfin, les deux derniers ouvrages n'ont pas suffisamment utilisé les sources disponibles sur le sujet, F. Calvi et M. Masurowsky se fondant sur un résumé du rapport d'expertise transmis à la Haute Cour et sur deux documents de la NARA dont un mal référencé et A. Lacroix-Riz essentiellement sur la série F37 des archives nationales enrichie de quelques articles des séries AJ 38 et AJ 40.

économique du haut commandement militaire en France (MBF), prétendit que la SCI ne fonctionnerait qu'avec des avoirs britanniques confisqués dans l'hexagone, ce qui n'était que très partiellement exact.

Les sources financières qui irriguaient le binôme Devies-SCI étaient constituées par la Tredefina mais aussi par la Barclays Bank qui travaillait elle-même pour le compte de la *Treuhand und Revisionsstelle im Bereich des MBF* (Service fiduciaire et de contrôle comptable dans le ressort du MBF). Cette filiale de la *Treuhandgesellschaft* de Berlin, société d'expertise comptable, contrôlait la gestion des administrateurs-provisoires des entreprises aryanisées et ennemies du Reich. L'argent était versé par les sociétés sous séquestre allemand, soit à la Barclays, soit à l'Aero-Bank, et parfois encore à la Lloyds<sup>37</sup>. Les biens des Juifs étrangers étaient confiés à la filiale française de la Barclays dirigée par Marcel Cheradame. Après 1945, les enquêteurs américains découvrirent que la banque britannique avait même reçu les liquidités dont les déportés juifs du camp de Drancy en partance pour Auschwitz avaient été dépouillés<sup>38</sup>.

Dans le cas de la SCI de Kreuter, l'argent provenait d'un compte ouvert à la Banque Devies par la *Treuverkehr Deutsche Treuhand AG*, 47 avenue de l'Opéra, lui-même alimenté par la Barclays. La filiale de la banque britannique effectua ainsi un versement de 200 MF à la banque Devies, le 3 juillet 1942. Les fonds provenaient en outre de la *Reichskreditkasse* dont l'activité ne se limitait pas à gérer les frais d'occupation imposés à la France<sup>39</sup> : 40 MF furent ainsi versés en août 1944 à Devies. « *En somme, notèrent les experts comptables du tribunal de la Seine, la plus grande partie des fonds dont a disposé le Dr Kreuter lui sont arrivés par le canal de la Barclays Bank* »<sup>40</sup>.

A partir du 5 février 1943, la SCI fut administrée uniquement par des Allemands : les Dr Kreuter, Ernst Röchling, délégué pour le fer et l'acier dans la France occupée, et Hans Buwert. Né à Berlin en 1897, Hans Buwert était depuis 1935 le rédacteur principal de la revue de lutte national-socialiste, *L'économie nationale*, qu'il dirigea jusqu'en 1945.

---

<sup>37</sup>. Lettres des 9 octobre, 4, 22 et 26 décembre 1947 et Kennerley Hall à l'Administration des Domaines, 9 décembre 1947. ADP 1632 W 760 Dossier Treuhand und Revisionsstelle.

<sup>38</sup>. « Holocaust Shame of Barclays », *The Guardian*, 28 march 1999 et « Parisian Branch of British Bank Offer to turn Jews on during the War », *JTA*, 30 march 1999. Sur la Treuhand : A. NIELEN, *L'occupation de la Belgique et de la France (1940-1944)* et les archives de l'administration militaire allemande, IHTP-CNRS, s.d.

<sup>39</sup>. Nazi Conspiracy & Aggression, Volume VI. Copy of Document 3615-PS, Walter W. Ostrow to Benedict S. Deinhard, Examination of the Records of the Reichskreditkasse, Frankfort/Main, 29 September 1945. *The Nizor Project*. Archive/File: imt/nca/nca-06/nca-06-3615-ps.

<sup>40</sup>. Rapport Bieuville et Heusse, pp. 33-34 et 165. AN Z 6 NL 174 dossier 4175 (SCI).

Buwert avait écrit à propos de sa revue à Hans Franck, futur gouverneur général de la Pologne : « Elle se veut un reflet de la volonté national-socialiste et entend unifier intellectuellement et idéologiquement le grand cercle des juristes d'affaires »<sup>41</sup>. Contributeur à l'Annuaire national-socialiste, collaborateur du Front allemand du Travail, membre de l'Académie pour le Droit allemand, toute son action s'inscrivait dans la promotion du NSDAP, de ses idées et de son action<sup>42</sup>. Au début du conflit, il fut chargé de rationaliser l'ensemble de l'industrie dans le territoire des Sudètes, puis fut employé en France, au Majestic, dans la section « Biens ennemis » (Wi I/2). C'est à ce titre qu'il prit la succession de Hans Kadelbach comme commissaire des éditions Hachette<sup>43</sup>. Suivant certains auteurs, Buwert aurait été envoyé en Espagne et au Portugal par Carl-Heinrich Von Stülpnagel, chef du MBF, pour entrer en contact avec les Alliés et leur proposer un armistice ou une paix séparée<sup>44</sup>.

Dès la nomination des administrateurs allemands de la SCI, Elmar Michel fit pression sur les autorités françaises afin que la société pût commencer son activité « dans la semaine »<sup>45</sup>. Le 15 février 1943, le CA s'empressa d'accorder un crédit de 100 MF aux usines sidérurgiques contrôlées par Hermann Röchling, cousin de l'administrateur de la SCI<sup>46</sup>. L'argent fut mis à la disposition de la société chez Devies au nom de la Tredefina par le biais de la Treuverkehr, le 23 février 1943. Un an plus tard, une somme supplémentaire de 80 MF était accordée aux mêmes sociétés.

En fait, le crédit total de 180 MF fut repris par l'Etat français. Vichy acceptait ainsi de racheter les usines d'entreprises privées dont les Allemands s'étaient emparés dans la « zone réservée » de Meurthe-et-Moselle<sup>47</sup>. L'affaire était non seulement juteuse, mais

---

41. « "Das Judentum hat ausgeträumt" Die Nazi-Vergangenheit der führenden CDU-Spendensammler », *Der Spiegel*, 26 juin 1989. Je remercie mon ami Jacky Ehrhardt pour avoir eu la gentillesse de traduire tous les textes en allemand utilisés pour la rédaction de cet article.

42. *Ibid.*

43. J.-Y. MOLLIER, *Edition, presse et pouvoir en France au 20ème siècle*, Paris, Fayard, 2008, p. 1957.

44. W. VON SCHRAMM, *Conspiracy among generals*, Charles Scribner & Son, Lyn (MA-USA), 1956, p. 113 et J. STEINMETZ, *Das Stauffenberg-Attentat aus französischer Perspektive : Der 20 juli. 1944 in Paris*, Diplomica Verlag, Hamburg, 2012, pp. 22-23.

45. Nous suivons ici l'analyse des experts comptables chargés de la SCI, p. 60. En mars 1943, les services du MBF firent accélérer la régularisation de l'aryanisation des sociétés contrôlées par Kreuter (SFP et SFE). Economie I/1S/Do au Groupe Economie V/2 (Banques), 24 mars 1943. AN AJ 40/830.

46. Et non son « frère », contrairement à ce qu'écrit A. LACROIX-RIZ, *op. cit.*, p. 438. Il s'agissait des usines mosellanes de la Cie des Forges et Acières de la Marine et d'Homécourt, de la Cie des Forges de Châtillon, Commeny et Neuves-Maisons, de la S. A. des Hauts-Fournaux et fonderies de Pont-à-Mousson et enfin de la S. A. des Hauts-Fournaux, forges et aciéries de Pompey.

47. Aux usines des entreprises citées supra s'ajoutèrent celles de la S. A. des aciéries du Nord et de l'Est, de MM. de Wendel et Cie et de la Sté des Hauts Fournaux de Maxéville. Loi n° 153 du 1er avril 1944 relative à la reprise des usines de Meurthe-et-Moselle. AN Z 6 NL 174 dossier 4175 (SCI) f° 83.

techniquement intéressante dans la mesure où Hermann Röchling avait pris soin de conserver le contrôle des usines concernées. Ainsi les Allemands, qui manquaient alors de cadres, continuaient-ils de jouir d'une production essentielle pour leur effort de guerre, production gérée par des Français et sans que le Reich eût un seul mark à payer. S'ils avaient restitué ces usines, c'est que leur gestion était déficitaire et qu'ils recherchaient un fond de roulement, d'où l'opération montée par les Dr Röchling, Kreuter, et Michel avec l'accord des ministres français Cathala (Finances), et Bichelonne (MPI)<sup>48</sup>.

La SCI reprit le projet concernant la Société des schistes bitumineux d'Autun, mais il fut abandonné, de même que les tentatives visant à contrôler les Chantiers de Saint-Nazaire et la Société des moteurs et automobiles Lorraine (SMAL). En revanche, les tractations engagées par Kreuter avec d'autres firmes – l'Entreprise forestière de Provence ou la Société des moteurs Renée furent couronnées de succès –, les Galeries Lafayette constituant un cas particulier<sup>49</sup>. Ce fut encore grâce à Weller, représentant en France de la firme américaine Pullman auprès de la S. A. des Entreprises industrielles charentaises (EIC), que Kreuter fit l'acquisition de cette entreprise<sup>50</sup>. En tant que bien ennemi, la firme était gérée depuis juin 1942 par le Dr Ludwig Noé, directeur des Chantiers navals de Dantzig et conseiller technique auprès du commandant de la Kriegsmarine en France. L'EIC, dont les ateliers se trouvaient à Aytré, près de La Rochelle, fabriquait du matériel ferroviaire (tenders et locomotives) pour la Reichsbahn.

Le rôle de Buwert consistait à effectuer des expertises comptables afin d'évaluer l'intérêt des prises de contrôle. Ces dernières s'opéraient généralement par des augmentations massives du capital social. Kreuter acheta en outre des actions provenant des parts américaines sous séquestre de l'EIC, filiale de la société Pullman<sup>51</sup>. Agissait-il ainsi pour favoriser des intérêts privés aux Etats-Unis ? C'est probable et toute son activité semble indiquer qu'il jouait habilement sur les deux tableaux. Il s'arrangea pour que l'entreprise échappe à la fois à la mainmise du groupe Göring et à celle du service des bien ennemis du MBF<sup>52</sup>. A la Libération, l'entreprise ne fut pas placée sous séquestre

---

<sup>48</sup>. Déposition de Robert Babouin, directeur de la Sidérurgie au MPI, 20 décembre 1944. AN Z 6 NL 174 dossier 4175 (SCI) f° 91.

<sup>49</sup>. Sur les Chantiers de Saint-Nazaire, la SMAL et les Galeries Lafayette voir P. VERHEYDE, *op. cit.*, pp. 91-92, 141-146 et 259-260.

<sup>50</sup>. Rapport Bieuville et Heusse, p. 57. AN Z 6 NL 174 dossier 4175 (SCI).

<sup>51</sup>. Rapport de l'inspecteur Robert des « Domaines » sur la SA des Entreprises charentaises. Ibid.

<sup>52</sup>. Note de R. Derazey du 5 décembre 1944. AN Z 6 NL 174 dossier 4175 (SCI).

par l'administration des Domaines car 50 % des actions libérées étaient encore détenus par des Américains et des Français. Notons cependant que, d'après Edouard Kopp, citoyen suisse et comptable de la SCI, Kreuter avait initié des tractations pour s'emparer des parts de Pullman avant même l'entrée en guerre des Etats-Unis en décembre 1941<sup>53</sup>.

Pillées et réquisitionnées par les Allemands dès juin 1940, la Société des moteurs Renée et son usine de Saint-Jean-de-la-Ruelle, près d'Orléans, avaient été acquises en avril 1942 par quatre garagistes français puis achetées par l'ingénieur allemand Paul Schaurte avec les fonds de la SCI de Kreuter. Schaurte, dont le frère codirigeait la société *Bauer & Schaurte KG* de Neuss, une entreprise de boulonnerie qui fournissait la Luftwaffe, se révéla un piètre gestionnaire et peut-être un escroc. Malgré les 15 MF investis par Kreuter, la société produisit très peu pour l'Allemagne avant la Libération, notamment en raison du contexte de l'année 1944<sup>54</sup>.

Fin mars, la SCI décida de prêter 3 MF à la SARL Entreprise forestière de Provence (EFP), petite société au capital de 1 MF, gérée par Antonin Jullien et dont le siège se trouvait à Avignon. L'objectif était de fournir du bois à l'Omnium forestier, qu'administrait un commissaire allemand, le Dr Loskant, afin de fabriquer 30 000 lits sous doute pour la Wehrmacht ou pour les sinistrés du Reich. L'EFP autorisait l'Omnium forestier à prélever 15 francs par lit à titre de commission pour la Tredefina. L'opération fut renouvelée le 28 juin avec un crédit de 1 MF destiné cette fois à fournir une entreprise allemande d'ameublement installée à Paris, avec une commission de 2 % pour la Tredefina<sup>55</sup>.

Kreuter était très éclectique dans le choix de ses « proies ». Il s'adaptait ainsi au programme de l'Europe allemande dans laquelle, une fois la paix acquise, la France ne devait constituer qu'un Etat-croupion vampirisé par le « Reich millénaire ». A ces mobiles d'ordre idéologique, qui étaient davantage le fait des hauts responsables de Berlin que de Kreuter lui-même, s'ajoutait un appât du gain que le financier partageait avec certains hauts dignitaires nazis tels Hermann Göring.

Kreuter déploya par ailleurs une certaine activité dans le domaine artistique ou, plus exactement, dans le pillage des biens culturels juifs. Sa maîtresse, Fraülein Dr Helga Eggmann, était membre de l'*Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg* (ERR), organisation

---

<sup>53</sup>. Audition d'E. Kopp par la DST, le 29 novembre 1944. *Ibid.*

<sup>54</sup>. PV de l'AGO du 11 janvier 1945 ; Rapport de l'inspecteur Dacher du 13 avril 1945 ; Déposition de Maurice Audeux du 19 décembre 1947 ; Exposé des motifs. Ministère public c/x (SCI), p. 8 ; Idem et BA - Berlin R 8121 Bank der deutschen Luftfahrt AG dossier 232.

<sup>55</sup>. Dossier EFP. AN Z 6 NL 174 dossier 4175.



nazie dédiée à ces spoliations. Ancienne étudiante à l'Institut d'art d'archéologie de Paris, cette jeune francophile avait été emmenée dans la capitale par le baron Von Behr pour diriger les Services intérieurs du Musée du Jeu de Paume. D'après l'une de ses collègues, Helga Eggmann s'était brouillée avec le nouveau directeur du musée, le Dr Lhose « *en raison d'une affaire Seligmann où celui-ci voulait l'entraîner pour cacher ses bénéfices personnels* »<sup>56</sup>. Malgré les dénégations de Lohse en 1945, la piste de l'enrichissement personnel ne peut être écartée ni pour Kreuter ni pour ses comparses<sup>57</sup>. Scheuermann déclara d'ailleurs aux Américains que Kreuter avait utilisé la Tredefina « *aussi bien pour augmenter sa fortune privée que pour conclure un certain nombre d'accords avec les industriels français* »<sup>58</sup>.

Helga Eggmann quitta l'ERR début 1944 et tenta d'organiser un centre culturel franco-allemand dans la galerie Wildenstein, 57, rue de la Boétie, avec l'aide financière de son amant. C'est en partie pour cette raison que Kreuter s'intéressa à cette société aryanisée que Buwert administrait depuis novembre 1942. Le projet, défendu par Otto Abetz, reçut l'assentiment du ministre de l'Education nationale, Abel Bonnard, et les détails de la négociation furent mis au point dans le bureau de Lucien Boué, secrétaire général du CGQJ, en présence de Kreuter et de Jacques Bruyer, l'administrateur-provisoire de la société, les 9 et 22 février 1944<sup>59</sup>. Au total, la SCI investit 1 MF dans le capital social de SARL rebaptisée « Galerie des Beaux Arts » et 2,5 MF pour l'achat du mobilier, des tableaux et de la bibliothèque Wildenstein. Les livres et les objets d'art ne purent toutefois être enlevés par les Allemands en raison de la Libération de Paris.

A noter enfin qu'Albert Heilmann, consul général à Munich, s'adressa à Kreuter afin d'obtenir un prêt de 2 MF pour l'acquisition d'une toile du Titien à laquelle s'intéressait Adolf Hitler et que l'on destinait au Stuck Museum<sup>60</sup>.

Mais le cœur de l'activité de Kreuter concernait le domaine industriel et, plus précisément, la recherche d'un minerai hautement stratégique pour la Luftwaffe avec lequel était produit l'aluminium : la bauxite. Dans ce but, Kreuter fit l'acquisition de la Société des Travaux et Mines du Midi (TMM), entreprise déficitaire dont le siège était à

---

<sup>56</sup>. Records of the American Commission for the Protection and Salvage of Artistic and Historical Monuments in war areas – The Roberts Commission, 1943-1946. Roll 85. NARA

<sup>57</sup>. Records concerning the central collecting points Ardelia Hall Collection (...) 1945-1951. Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg, Bruno Lhose interrogations, 16 June 1945. NARA.

<sup>58</sup>. Interrogation Report n° 46. Source : Scheuermann, Wilhelm, 10 september 1945. NARA.

<sup>59</sup>. Rapport de l'inspecteur Robert des « Domaines » sur la société Wildenstein. AN Z 6 NL 174 dossier 4175.

<sup>60</sup>. The Roberts commission, pp. 104 et 787. NARA.

Toulon. Sachant que le gérant cherchait à s'en défaire, l'ingénieur-chimiste français Grossman le mit en relation avec Paul Girod, patron d'Ugine, qui l'adressa à son gendre, Henri de Styczynski, ancien directeur de la division tôlerie de l'aciérie Renault de Saint-Michel-de-Maurienne<sup>61</sup>.

Les usines mosellanes exceptées, ce fut l'investissement le plus important de Kreuter avec un total de 120 MF destinés à développer l'extraction de bauxite en France, mais dont 80 MF « seulement » furent effectivement investis en raison de l'évolution rapide de la situation militaire<sup>62</sup>. Du côté des intermédiaires français de la TMM, la collaboration se révéla intense et décomplexée. Car sans le concours de l'ancien gérant Janoir, sans l'intervention des ingénieurs Grossmann et Styczynski, jamais les Allemands n'auraient pu remettre aussi rapidement sur pied les mines dont certaines étaient à l'abandon avant leur prise de contrôle. Pressés par le temps, les missi dominici du Reich injectèrent des sommes importantes et firent volontairement l'acquisition de terrains et de matériel d'exploitation à des prix surévalués –, le but n'étant pas l'équilibre financier, mais la rapidité d'exécution afin de fournir la Wehrmacht dans les plus brefs délais. Avant le départ des Allemands, la production s'élevait à 10 000 tonnes par mois<sup>63</sup>.

Début août 1944, quand la déroute allemande fut manifeste, Kreuter s'arrangea pour transférer une partie des avoirs de la SCI à une entreprise monégasque, spécialisée dans le commerce maritime, la SAMACO, firme dont le président, le Norvégien William Duborgh, avait trafiqué avec les Allemands dès l'hiver 1940<sup>64</sup>. L'homme de paille et complice de Kreuter, Henri de Styczynski, reçut directement des liquidités de la Tredefina afin de mener à bien l'opération. Dans le même temps, Kreuter fit en sorte d'introduire son ami Weller dans le conseil d'administration de la SCI et de lui revendre la totalité des actions de la SAMACO, qui détenait elle-même une grande partie des titres de la TMM. L'avenir semblait donc assuré.

---

<sup>61</sup>. Rapport Bieuville et Heusse, p. 127.

<sup>62</sup>. La correspondance entre les Dr (SS Hauptsturmführer Karl Maria) Hettlage, Kreuter, Scheuermann, Michel et Buwert se trouve dans le dossier R3 1948 des Bundesarchiv de Berlin.

<sup>63</sup>. Le Pr Dr Hettlage au Dr Kreuter, Berlin, 8 janvier 1945. BA – Berlin R3 1948. Pour donner un ordre de grandeur la production française était de 670 000 T. en 1937. L'économie militaire en France. OKW, 26 août 1939. BA-MA RW19 5285.

<sup>64</sup>. Commission d'épuration du 1er arrondissement. Affaire Duborgh. Interrogatoire du 30 novembre 1944. AN Z 6 NL 174 dossier 4175 (SCI). Pour tout ce qui concerne Monaco, voir P. ABRAMOVICI, *Un rocher bien occupé. Monaco pendant la guerre 1939-1945*, Paris, Seuil, 2001 et *Id.*, *Szkolnikoff, le plus grand trafiquant de l'Occupation*, Paris, Nouveau monde éditions, 2014.

## *L'impunité*

Dès les premières semaines de la Libération, les autorités françaises se penchèrent sur les montages financiers de Kreuter. La justice ouvrit plusieurs informations touchant les sociétés acquises par le groupe allemand, la TMM et la Tredefina étant placées sous séquestre par l'administration des Domaines. Les intérêts du Reich et ceux du gouvernement hollandais étaient tellement intriqués au sein de la Tredefina qu'il fallut attendre 1952 pour qu'un accord entre la France et les Pays-Bas débloque enfin la situation. Les créances détenues par la SCI sur la TMM furent rachetées en 1958 par le groupe Pechiney<sup>65</sup>.

Quant à Kreuter, il demeura longtemps introuvable. En réalité, il vivait en Allemagne, dans la zone d'occupation américaine de Berlin, au 10 de la Mohrenstrasse, siège de la Tredefina. Les autorités néerlandaises intervinrent en 1946 auprès des autorités américaines pour qu'il pût effectuer un voyage « professionnel » aux Pays-Bas. Les Américains acceptèrent et c'est seulement après le départ du financier que la division économique des forces d'occupation, qui connaissait ses liens avec la SS, fut mise au courant du voyage. Mais une telle information ne modifia en rien le sort de Kreuter qui bénéficia constamment de protections dont celles du gouvernement néerlandais<sup>66</sup>, des autorités américaines, qui refusèrent les demandes d'extradition adressées par la justice française, et, très probablement aussi... de Dillon & Read.

On peut en effet le supposer si l'on considère les hautes fonctions occupées par les représentants de la banque new-yorkaise au sein de l'appareil d'Etat américain. Le secrétaire de la Défense des Etats-Unis n'était autre que James William Forrestal, président de la banque Dillon & Read à partir de 1938. Le responsable de la Division économique au sein du Conseil de contrôle allié pour l'Allemagne de 1945 à 1947, l'homme qui, dans le cadre de ses fonctions, s'opposa au démantèlement de l'industrie allemande, se nommait William H. Draper Jr, vice-président de Dillon & Read. Kreuter avait d'ailleurs dirigé *The German Credit and Investment Corporation of New Jersey*, société fondée par Dillon & Read en 1926 afin de servir de financement à court terme à

---

<sup>65</sup>. Cession – transport de créances, 8 juillet 1958. ADP 1632 W 658 Dossier Travaux et mines du Midi. Les dossiers de la Tredefina se trouvent aux ADP sous les cotes 1632 W 762 et 1863 W 107.

<sup>66</sup>. Notamment du Dr L. J. A. Trip, ancien secrétaire général du ministère des Finances et président de la Banque néerlandaise, et de Hans Max Hirschfeld.

Hugo Stinnes. Or William H. Draper Jr était l'un des employés de cette firme<sup>67</sup>. Enfin, l'ambassadeur des Etats-Unis en France de 1953 à 1957, secrétaire au Trésor de 1961 à 1965, était Douglas Dillon, fils de Clarence Dillon, ami de Charles Parlin, lui même proche de Kreuter auquel il rendit visite après la guerre avec ses enfants.

L'analyse de ces faits est complexe et invite à se méfier à la fois de la théorie du complot et de l'angélisme. Le monde de la haute finance et de la grande industrie possède ses codes et sa propre logique qui s'affranchissent parfois aisément des règles communes<sup>68</sup>. Il faut préciser que l'industrie allemande fut constamment irriguée par la finance occidentale. Sur les 3,2 milliards de RM de chiffre d'affaires déclarés par les 816 entreprises allemandes sous contrôle des Etats-Unis en 1945, 882 millions de RM (27,3%) étaient américains, 878 millions RM (27,3 %) britanniques et 399 millions RM (12,4 %) hollandais<sup>69</sup>.

Enfin, les responsabilités individuelles ne sont pas les mêmes suivant la profession des intervenants, leur intérêt du moment ou leurs convictions.

En 1946, Charles Parlin se chargea de défendre pour le compte du cabinet *Sherman, Sterling & Wright*, les intérêts de l'entreprise suisse Oerlikon d'Emil Georg Bührle qui avait fourni du matériel de guerre, aussi bien aux armées alliées qu'à la Wehrmacht. Parlin réclama 30 millions de dollars de royalties, essentiellement à l'US Navy pour la fabrication du canon antiaérien de 20 mm<sup>70</sup>. Mais Parlin, qui exerçait son métier d'avocat, avait respecté le *Trading with the Enemy Act*, ce qui était loin d'être le cas de tous les dirigeants d'entreprises américaines dont certains avaient commercé avec les Allemands bien après Pearl Harbor<sup>71</sup>.

L'attitude de Henry S. Weller est beaucoup plus ambiguë. Quelles que fussent les raisons invoquées à la Libération et le bien-fondé de ses interventions pour protéger des intérêts privés aux Etats-Unis, il a favorisé les prises de contrôle de Kreuter sur des entreprises juives et ennemies du Reich. Or Weller semble avoir été très proche des milieux vichysto-américains, milieux dans lesquels figuraient notamment le général

---

<sup>67</sup>. J. S. MARTIN, *op. cit.*, pp. 220 sq.

<sup>68</sup>. Voir entre autres A. DEYSINE, « Industrie et politique aux Etats-Unis : confusion des pouvoirs, confusions des genres », D. BARJOT ET ALII (dir.), *Industrie et politique en Europe occidentale et aux Etats-Unis (XIXème – XXème siècles)*, Paris, PUPS, 2006, pp. 355 sq.

<sup>69</sup>. M. LAK, *loc. cit.*

<sup>70</sup>. Memorandum to the commanding general – OMGUS, July 26, 1946, (signed) Philip Blacklow. NARA.

<sup>71</sup>. C. HIGHAM, *Trading with the enemy. The Nazi-American money plot 1933-1949*, Delacotte Press et iUniverse Inc., 1983, 2007 dont on nuancera certaines affirmations grâce à l'excellente étude d'A. TOOZE, *Le salaire de la destruction. Formation et ruine de l'économie nazie*, Paris, Les Belles Lettres, 2012.

Jacques Aldebert de Chambrun, son fils René et l'épouse de celui-ci, Josée, la fille de Pierre Laval. Ce fut chez leur ami Henry Weller que René de Chambrun et sa femme se cachèrent à la Libération<sup>72</sup>. D'après James Stewart Martin, qui fut directeur des enquêtes sur les cartels et avoirs étrangers pour le compte du gouvernement américain, Kreuter avait dirigé la branche allemande de la banque Worms<sup>73</sup>. Nul n'ignore que des représentants de cet établissement, tels que Jacques Barnaud, Gabriel Leroy Ladurie et Pierre Pucheu, furent des membres actifs du gouvernement de Vichy.

Mais l'essentiel est ailleurs : Lorsque Kreuter créa la SCI, il installa la nouvelle société 52, avenue des Champs-Élysées, dans l'immeuble de la National City Bank et de Dillon & Read, qui abritait, depuis 1934, le bureau du comte René de Chambrun<sup>74</sup>. Avocat aux barreaux de Paris et de New York, ce dernier avait été, entre autres, le défenseur de sociétés de courtage américaines en France avant-guerre<sup>75</sup>. Or la présence de la SCI à cette adresse n'était nullement une coïncidence. En effet, Kreuter avait participé en mai 1942, six mois avant la création de la SCI, au projet visant à créer un groupe d'investissement bancaire franco-germano-américain: la Société de crédit intercontinentale. La partie française de ce consortium, dirigée par la Banque de l'Indochine, devait comprendre la banque de Schneider-Le Creusot et plusieurs sociétés d'assurances ; la partie américaine incluait Ford France tandis que le groupe allemand était dirigé par Kreuter et sa *Deutsche Kreditsicherung KG*<sup>76</sup>. Suivant le projet, le conseil d'administration, présidé par Aldebert de Chambrun, serait composé par Alexander Kreuter, Henry S. Weller, Gabriel de Mun, dirigeant de la filiale française de la National City Bank de New York, ainsi que par d'autres représentants de banques et d'entreprises d'armement françaises. Enfin, le service juridique serait confié à François Monahan qui avait travaillé pour le cabinet d'avocats *Sullivan & Cromwell*, société dont le futur secrétaire d'Etat Cordell Hull fut la cheville ouvrière et qui avait facilité le financement

---

<sup>72</sup>. Y. POURCHER, *Pierre Laval vu par sa fille d'après ses carnets intimes*, Paris, Le Cherche-Midi, 2002, Tallandier, 2014.

<sup>73</sup>. J. S. MARTIN, *op. cit.*, pp. 220 sq.

<sup>74</sup>. Ce fut aussi le siège de la Société des moteurs Renée et de la TMM.

<sup>75</sup>. Embassy of the USA – Jesse Isidor Straus to the Secretary of State, Paris, June 1, 1936. State Department Records – France. NARA.

<sup>76</sup>. J. S. MARTIN, *op. cit.*, pp. 220 sq. En citant leur source de manière incomplète, F. CALVI, M.-J. MASUROVSKY, *op. cit.* p. 393, mentionnent pour les groupes américains, tous clients d'Aldebert (et non pas Albert ou Adalbert comme écrit pp. 393 et 643) de Chambrun : « *Chase National, Guaranty Trust, National City Bank, Morgan, Ford France et Watson International Business Machine. Parmi les groupes français on trouve la banque Schneider, l'Union européenne, la banque de l'Indochine, la Société française d'assurances et de crédits, les Assurances générales Phoenix, la Société d'Assurance et réassurance, la Société des grands hôtels et Gibbs, Segard & Cie* ». Clarence Dillon était le dirigeant et non « le fondateur » de la Banque Dillon & Read, et non « Dillon Reed », contrairement à ce qui est écrit p. 391. *Ibid.* pp. 391 et 643 notes 66 et 67.

de l'industrie allemande jusqu'au milieu des années trente. Or, en 1942, Monahan et René de Chambrun étaient en contact avec le groupe Otto Wolf pour lui faciliter la prise de contrôle de la Société des mines de Guinée<sup>77</sup>.

La création de la Société de crédit intercontinentale n'eut pas de suite. Contactées par Aldebert de Chambrun, les autorités américaines ne jugèrent pas favorablement un projet qui, d'après les informations dont elles disposaient, était mis sur pied « *pour dissimuler les intérêts de Clarence Dillon en Europe* »<sup>78</sup>. Le projet, dévoilé par un correspondant de la United Press à Vichy, suscita un tollé de protestations aux Etats-Unis<sup>79</sup>.

Presque aucun protagoniste de ces groupes d'intérêt spécialisés dans le pillage de l'économie française et la collaboration germano-franco-américaine, ne fut condamné, voire même poursuivi.

Hans Buwert put continuer ses fonctions de conseiller financier, cette fois au service de la CDU d'Helmut Kohl dont il alimenta consciencieusement la caisse noire, sans que jamais aucun responsable du parti chrétien-démocrate ne s'attarde sur son passé nazi<sup>80</sup>.

Hermann et Ernst Röchling, condamnés respectivement à dix et cinq ans d'emprisonnement par le tribunal militaire de Rastatt dans la zone d'occupation française pour crimes de guerre, crimes contre la paix et crimes contre l'humanité, furent amnistiés en 1951 et 1955<sup>81</sup>.

François Dupré, Maurice Devies et René de Chambrun obtinrent un non-lieu.

Poursuivi pour collaboration avec l'ennemi par le tribunal de la Seine puis par le tribunal militaire de Paris, Henry de Styczynski, probablement condamné par contumace<sup>82</sup>, bénéficia le 11 janvier 1960 d'un décret d'amnistie signé par le général de Gaulle.

Henry Seymour Weller fut entendu comme témoin dans le dossier de la SCI.

---

<sup>77</sup>. Otto Wolff Paris An die Otto Wolff – Geschäftsleitung Köln, 29 avril 1942. Records of the external assets Investigation Section of the Property Division OMGUS 1945-1949, pp. 126-129. NARA.

<sup>78</sup>. F. CALVI, M.-J. MASUROVSKY, *op. cit.* p. 393.

<sup>79</sup>. J. S. MARTIN, *op. cit.*, pp. 220 sq.

<sup>80</sup>. *Der Spiegel*, loc. cit.

<sup>81</sup>. M. MANALE, *loc. cit.*, p. 244.

<sup>82</sup>. TMP c/Henri de Styczynski. Jugement N° 2979A du 11 février 1960. DCAJM. Le dossier a malheureusement disparu lors d'un incendie survenu au dépôt du Blanc en 2004.

Condamné le 5 juin 1952 par contumace par le Tribunal militaire de Paris à la peine des travaux forcés à perpétuité, Alexander Kreuter ne fut jamais inquiété<sup>83</sup>. En 1949, il servit avec son ami Charles Parlin de conseiller aux autorités d'occupation américaines lors de la création du Deutsche Mark<sup>84</sup>. Il continua de représenter la Tredefina, fonda en 1953 une agence de la *Deutsche Kreditsicherung KG* à Düsseldorf et s'occupa de mécénat artistique en tant que trésorier du *Verein zur Erhaltung des kunsthistorischen institutes in Florenz* (Association pour la pérennisation de l'Histoire de l'art de l'Institut de Florence), qui intervint lors des grandes inondations de 1966 dans la capitale toscane<sup>85</sup>.

Quelles conclusions tirer de l'activité de Kreuter en France ? Le bilan de ses prises de contrôle, près d'un demi-milliard de francs, peut paraître relativement modeste. A titre de comparaison, le bureau d'achat « Otto », dirigé par l'homme d'affaires allemand Hermann Brandel, aurait généré à lui seul plus de 40 milliards de francs de chiffre d'affaires, selon les experts français à la Libération. Le bilan de Kreuter est cependant loin d'être négligeable, surtout si l'on considère que ce système fut mis en place tardivement, pour l'essentiel dans le courant de l'année 1943, et qu'il commença à produire ses fruits en 1944, à une époque où l'armée allemande était partout en reflux. Il eut d'ailleurs un impact certain sur le plan industriel en permettant de financer les usines mosellanes qui alimentaient la machine de guerre nazie. En développant l'exploitation de la bauxite dans le Var et l'Hérault, il compléta le dispositif de pillage des gisements français organisé par le *Vereinigte Aluminium-Werke* (VAW), le très puissant consortium allemand de l'aluminium qui contrôlait plusieurs entreprises d'extraction comme la S. A. des bauxites du Midi et la Société générale de bauxite et minerais (SGBM)<sup>86</sup>. A noter que les Dr Alexander Kreuter, Ludger Westrick, directeur général des VAW, et Elmar Michel, assistèrent ensemble au déjeuner de la Table ronde du 1er juillet 1942 alors que s'organisait la mainmise allemande sur ce minerai stratégique<sup>87</sup>. Avec

---

<sup>83</sup>. DCAJM – TMP de Paris c/ Alexander Kreuter – Jugement 781/5953 du 5 juin 1952.

<sup>84</sup>. J.T. Lisle, Deputy Chief Public Finance Branch, 24 June 1949, p. 6. Records regarding intelligence and financial investigations of the financial intelligence group – OMGUS. NARA.

<sup>85</sup>. C. GIANNINI, « I giorni dell' alluvione al Kunsthistorisches Institut dalla corrispondeza di Alexander Kreuter et Hans Martin von Herffa », *Mitteilungen des Kunsthistorisches Institutes in Florenz*, Max-Planck, 2010-1012, pp. 196-206.

<sup>86</sup>. On peut consulter les dossiers de séquestre aux ADP sous les côtes 1632 W 699 (Cie d'exploitation de bauxite), 576 (Société des bauxites du Midi).

<sup>87</sup>. Ministère public c/Dupré. AN Z 6NL 104 ; BA–Berlin R2 17762 et 21606. Voir A.-S. MILWARD, *The New order and the French economy*, pp. 86-89 et 235-243 ; M. MARGAIRAZ, *L'Etat, les finances et l'économie...*, vol. I, Paris, CHEFF, 1991, pp. 489 sq.

d'autres sites d'Europe (Yougoslavie, Hongrie, Italie), les gisements français contribuèrent à alimenter la Wehrmacht dans une phase de pénurie aiguë. En 1943, la production française pulvérisa même tous les records de production enregistrés dans l'hexagone depuis 1860 avec 916 000 T.<sup>88</sup>, soit 200 000 T. de plus qu'en 1938-1939 et cela, malgré les bombardements, les difficultés de main-d'œuvre et de transports. Même si la TMM contribua de manière marginale à ce total, il faut évaluer le système Kreuter pour ce qu'il révèle ou confirme de l'organisation allemande : une expérience déjà longue en matière de gestion des carences tant sur les plans matériel qu'humain, ce dernier point étant illustré par le recours à un petit nombre de spécialistes, habilement sélectionnés. Sans vouloir extrapoler à partir d'un secteur très particulier, le cas de la bauxite permet de nuancer les conclusions de l'historiographie récente, notamment celle d'Adam Tooze, sur l'inefficacité relative de l'exploitation allemande des territoires occupés.

Quant à l'attitude complaisante des Pays-Bas à l'égard du Reich, avant l'invasion de mai 1940, elle s'explique en grande partie par l'interdépendance des économies allemande et néerlandaise. A l'instar de la Suède et de la Suisse, la Hollande avait un besoin vital du charbon allemand pour faire fonctionner son industrie mais aussi de débouchés proches pour écouler ses denrées périssables<sup>89</sup>. Même si les exportations britanniques de charbon vers l'Italie, l'Allemagne et la Hollande, connurent une nette augmentation au cours des six premiers mois de 1939<sup>90</sup>, l'Allemagne demeurait, depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, le partenaire privilégié des Pays-Bas.

Le système Kreuter illustre enfin la prégnance des liens commerciaux, industriels et financiers germano-américains. Du plan Dawes au plan Marshall, les Etats-Unis jouèrent un rôle de premier plan dans la résurrection de l'industrie allemande. La puissance de ce lien s'est manifestée pour le meilleur – l'aide à la république de Weimar et le refus de démanteler l'industrie du pays vaincu après 1945 –, mais aussi pour le pire, comme les relations troubles entretenus pendant le conflit à l'occasion de l'aryanisation des entreprises juives et du pillage de l'économie française.

---

<sup>88</sup>. H. ISNARD, « La production de la bauxite en France », *L'Information géographique*, 1952, vol. 16, n° 1, pp. 9-12.

<sup>89</sup>. Pour la Suisse et la Suède, voir A. TOOZE, *op. cit.* p. 376. Pour les Pays-Bas, J. EUWE, *Dutch-German relations, op. cit.*, pp. 251 et 263.

<sup>90</sup>. « Britain sells more coal. Increase exports to Italy, Germany and Holland », *The Northern Times*, 8 september 1939, National Library of Australia.



**Pour toute référence à ce texte**, merci de préciser : Laurent Dingli, « Prises d'intérêts et réseau d'influence sous l'Occupation », *laurentdingli.com*, février 2017.  
Dernière mise à jour : 26 mai 2017.